

Dis-moi ce que tu finances, je te dirai qui tu es

84 associations alertent sur l'urgence de repenser et de financer la politique sociale et médico-sociale en France

Aujourd'hui, à l'occasion d'une conférence de presse organisée à Lille, **84 associations des Hauts-de-France** ont présenté une tribune commune intitulée "*Dis-moi ce que tu finances, je te dirai qui tu es*". **Ce texte collectif dénonce les choix budgétaires incohérents et non concertés qui mettent en péril l'accompagnement des personnes les plus vulnérables et fragilisent les structures qui les soutiennent.**

Une situation critique et des besoins croissants

Alors que près de 10 millions de personnes en France – enfants en danger, personnes en situation de handicap, personnes âgées ou précaires – dépendent du secteur social et médico-social, les associations alertent sur une réalité alarmante : **les financements publics stagnent ou décroissent, alors même que les fractures sociales s'aggravent.**

Dans les Hauts-de-France, les conséquences sont visibles :

- **Protection de l'enfance** : 185 enfants en danger dans leur environnement sont toujours en attente de placement au 31/10/2024¹ dans le seul département du Nord,
- **Précarité** : Les écoutants du 115 répondent « désolés pas de place » à 62% des appels pour des demandes d'hébergement,²
- **Handicap** : 120 enfants en situation de handicap, dans le seul département du Pas-de-Calais, étaient sans solution ou sans solution satisfaisante à la dernière rentrée scolaire³,
- **Personnes âgées** : Plus de 60% des EHPAD privés non lucratifs sont en difficulté financière et cela monte à 89% pour les EHPAD publics⁴.

Une politique sociale à repenser

Les associations demandent une véritable vision politique, accompagnée de moyens pérennes et adaptés, pour garantir des politiques sociales à la hauteur des enjeux actuels :

- **Honorer les engagements existants, comme le "Ségur pour tous", et anticiper les évolutions liées à la future convention collective,**
- **Allouer des dotations publiques suffisantes pour répondre aux besoins croissants et à l'inflation,**
- **Mettre fin aux financements non renouvelables et non concertés, qui fragilisent les structures.**

Un appel à l'action collective

Les associations signataires insistent : financer le secteur social et médico-social n'est pas une dépense, mais un investissement stratégique dans la cohésion sociale et la dignité humaine.

"Nos associations sont des maillons essentiels pour maintenir la cohésion sociale dans notre pays. Nous en avons besoin plus que jamais," rappellent les Présidents et Directeurs Généraux des associations qui ont pris la parole.

Les 45 associations demandent aux pouvoirs publics d'agir de manière responsable pour que les valeurs républicaines de *"Liberté, Égalité, Fraternité"* trouvent une traduction concrète dans les politiques sociales.

Ils témoignent

Lors de la conférence de presse, plusieurs figures du secteur ont pris la parole pour souligner l'urgence de la situation :

- **Patrick Kanner, Sénateur du Nord et Vice-président de l'ALEFPA** : « L'élargissement de la prime Ségur décidée par l'Etat est une avancée pour l'attractivité des métiers, mais laisser cette charge aux départements sans leur garantir les moyens nécessaires met en danger nos associations. Les départements déjà en difficulté la reporte majoritairement sur les associations qui ne pourront pas les supporter sans réduction de personnel. C'est un choix politique et de société. Nous voulons une France solidaire et respectueuse des plus fragiles de ses citoyens »,
- **Alain Duconseil, président de La Vie Active** : « **les associations** du secteur médico-social sont des ponts essentiels entre les personnes qu'elles accompagnent et la société. Elles sont **des acteurs incontournables de l'inclusion et de la transformation sociale** »,
- **Daniel Fouillouse**, Président de l'AFEJI Hauts-de-France : « Financeurs et associations gestionnaires, nous nous devons d'assurer, tous ensemble, **une vie la plus digne possible pour nos aînés et les besoins fondamentaux des enfants en danger** qui nous sont confiés »,
- **François Leurs**, Président de la Sauvegarde du Nord : « La non-compensation financière aboutira nécessairement à des baisses d'activité de nos structures. Moins d'enfants protégés, moins de places d'hébergement, moins d'initiatives pour l'accès à l'emploi...**Mesurons bien les conséquences des choix en cours**. Nous sommes face à un désengagement de l'Etat porteur de politiques publiques à court terme, qui devrait être pourtant être le garant de l'égalité de traitement des citoyens »,
- **Olivier Baron**, Directeur général de l'ALEFPA : « **L'ampleur de notre mobilisation** est exceptionnelle, à la hauteur de la gravité de la situation pour le secteur social et médico-social qui représente **25 000 salariés dans les Hauts-de-France, au service de 185 000 accompagnements de personnes vulnérables** ».



Contact presse :

- Laure CHELVEDER, directrice communication AFEJI Hauts-de-France, Ichelveder@afeji.org, 06 07 62 98 80,
- Maud PIONTEK, directrice communication ALEFPA, mpiontek@alefpa.fr, 06 76 64 85 52,
- Charlotte VANBLEUS, directrice communication La Sauvegarde du Nord, cvanbleus@lasauvegardedunord.fr, 07 88 85 66 12,
- Delphine BRARD, Directrice de la stratégie et de la Communication Vie Active, dbrard@vieactive.asso.fr, 06 83 18 04 74.

¹ Chiffres du département du Nord

² Chiffres de la FAS, Observatoire des demandes d'hébergement en Hauts-de-France, Octobre 2024

³ Chiffres officiels Education Nationale & MDPH

⁴ Chiffres de la CNSA, Repères statistiques, Juillet 2024